



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement Grand Est**

**Unité départementale de la Marne
Direction départementale des territoires**

AP N° 2025-APC-74-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS
SOCIÉTÉ ENTREPRISE CHARLES MORONI
Carrière de Cloyes-sur-Marne, Matignicourt-Goncourt, Moncetz-l'Abbaye**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement

Vu le Code minier ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation installations classées ;

Vu le Schéma départemental des carrières de la Marne approuvé par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2014 ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 23 mars 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005 CARRIERE 044 IC en date du 30 novembre 2005 autorisant la société Moroni à exploiter une carrière sur le territoire des communes de Cloyes-sur-Marne, Matignicourt-Goncourt, Moncetz-l'Abbaye ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-A-003-CARR en date du 14 janvier 2014, modifiant les conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers sur le territoire des communes de Cloyes-sur-Marne, Matignicourt-Goncourt et Moncetz-l'Abbaye ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018-AU-42-IC en date du 14 mai 2018, autorisant la société Entreprise Charles Moroni à étendre et poursuivre l'activité de la carrière exploitée sur le territoire de la commune de Cloyes-sur-Marne ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-LGF-85-IC du 6 juillet 2020, levant l'obligation de garanties financières concernant les sites B et C, parcelle ZA 5, 6, 8 à 12, lieu-dit « La Motte » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-AP-147-IC du 13 octobre 2021 modifiant l'état final du site D, parcelle ZA1 et ZA21, lieu-dit « La Motte », commune de Moncetz-l'Abbaye ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 8 août 2024 valant procès verbal de récolement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 3 janvier 2025 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles.

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2020-AP-147-IC du 13 octobre 2020 ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Identification

La société Entreprise Charles MORONI, dont le siège social est situé à 60 boulevard du Val-de-Vesle à SAINT-LEONARD (51500), est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière située sur les territoires des communes de Cloyes-sur-Marne, Matignicourt-Goncourt, et Moncetz-l'Abbaye sous réserve du respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs en date de 14 janvier 2014, du 14 mai 2018, du 6 juillet 2020 et du 13 octobre 2021 modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Article modifié

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2020-AP-147-IC du 13 octobre 2020 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« La société Entreprise Charles MORONI dont le siège social est situé 60 boulevard du Val-de-Vesle à Saint-Léonard (51 500) est autorisé à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable et gravier portant sur les parcelles suivantes :

Communes	Lieux-dits	Sites	Parcelles	Superficies	Superficies totales par site
Matignicourt-Goncourt	Les Malbarbes	A	ZH 12	13ha 51a 90ca	13ha 51a 90ca
Cloyes-sur-Marne	Le Champ de l'Orme	E	OZ 43	3ha 71a 65ca	14ha 87a 75ca
			OZ44	6ha 01a 25ca	
			OZ45	5ha 14a 85ca	
	Les Terres plates	F	OZ47	1ha 43a 00ca	8ha 04a 00ca
			OZ48	6ha 61a 00ca	
		G	OZ51	5ha 29a 65ca	14ha 58a 50ca
			OZ52	7ha 23a 45ca	
			OZ 53	77a 25ca	
			OZ 54	1ha 13a 65ca	
			OZ 55	14a 50 ca	

ARTICLE 3 – Nouvelles prescriptions

Les prescriptions réglementaires des actes administratifs antérieurs, relatives au site D – La Motte sont abrogées.

ARTICLE 4 – Droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies

dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée.

A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

ARTICLE 5 – Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 6 – Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'à Madame et Messieurs les maires des communes de Cloyes-sur-Marne, Matignicourt-Goncourt et Moncetz-l'Abbaye qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite à la société Entreprise Charles MORONI dont le siège social est situé 60 boulevard du Val-de-Vesle à Saint-Léonard (51500).

Madame et Messieurs les Maires des communes de Cloyes-sur-Marne, Matignicourt-Goncourt et Moncetz-l'Abbaye procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Châlons-en-Champagne, le **08 AVR. 2025**

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de cabinet
Secrétaire Général par suppléance**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Th. Montbabut', with a long horizontal stroke extending to the right.

Thomas MONTBABUT